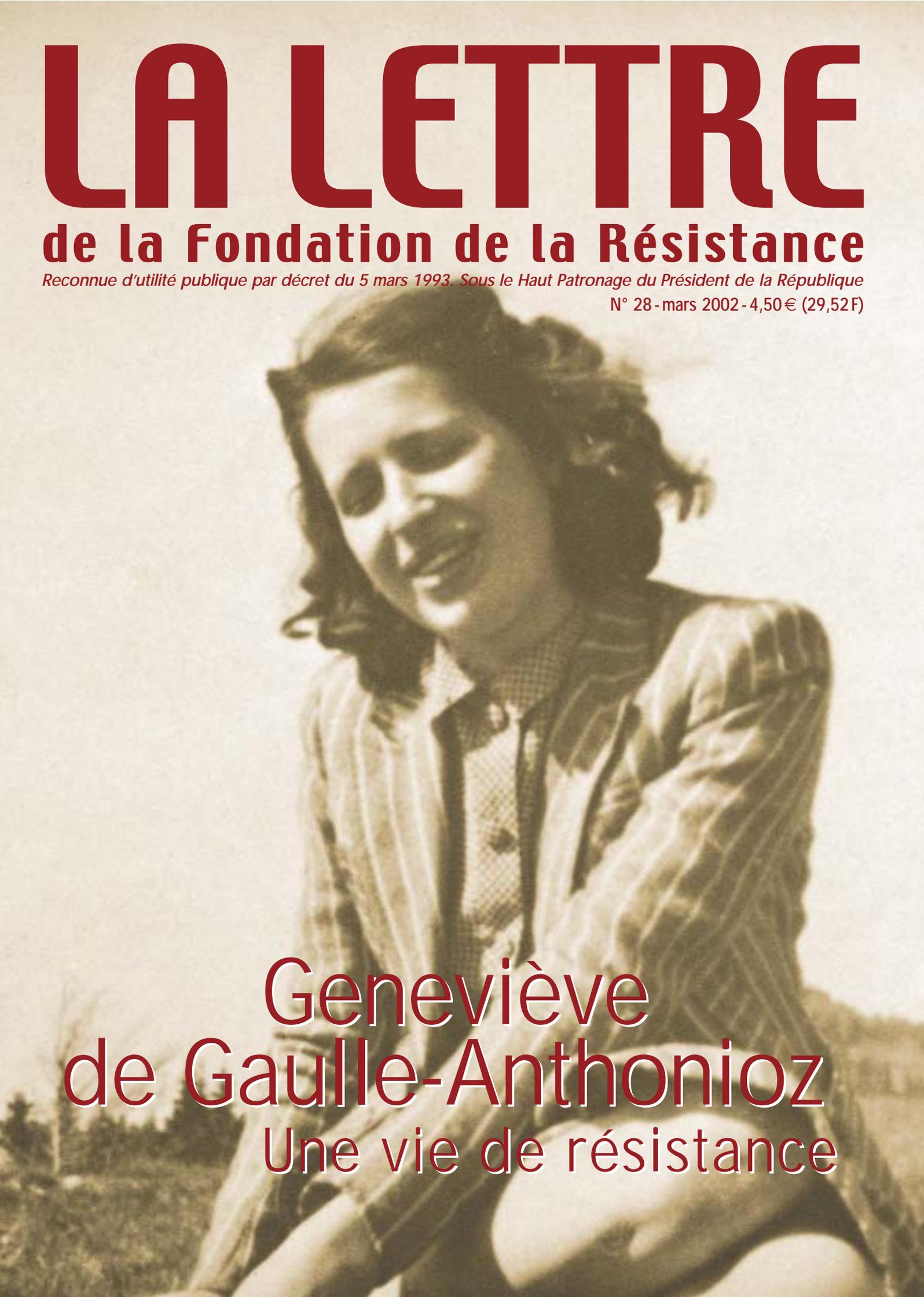


# LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République*

N° 28 - mars 2002 - 4,50 € (29,52 F)



Geneviève  
de Gaulle-Anthonioz  
Une vie de résistance

# CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION 2000-2001

**Le jury du concours national de la Résistance et de la Déportation a désigné les lauréats suivants pour l'année scolaire 2000-2001.**

Ces lauréats avaient eu à réfléchir sur le thème suivant : « Née de réactions spontanées et éparées, d'engagements divers, la Résistance française a évolué suivant des formes multiples et s'est unifiée autour de valeurs communes afin de libérer le territoire. Suivant les ressources dont vous disposerez localement, vous montrerez comment la France libre et les résistants de l'intérieur se sont organisés pour aboutir à la victoire ».

## Le Palmarès national

### Première catégorie.

**Classes de tous les lycées.**

#### Devoirs individuels :

- Amal Seiman, lycée privé Jeanne d'Arc, Argentan (Orne) ;
- Lise Badaroux, lycée Blaise Pascal, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) ;
- François-Xavier Brechot, lycée militaire, Autun (Saône-et-Loire) ;
- Sandy Hinzelin, lycée privé Saint-Dominique, Nancy (Meurthe-et-Moselle).

### Deuxième catégorie.

**Classes de tous les lycées.**

#### Travaux collectifs :

##### Prix

- Lycée Antoine de Saint-Exupéry, Terrasson (Dordogne) ;
- Lycée Jean Rostand, Caen (Calvados) ;
- Lycée Jean-Baptiste Dumas, Alès (Gard) ;
- Institut Notre-Dame, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

##### Mentions :

- Lycée professionnel Institut Saint-Lô, Agneaux (Manche) ;
- Lycée Charles et Adrien Dupuy, Le Puy-en-Velay (Haute-Loire) ;
- Lycée Jules Fil, Carcassonne (Aude) ;
- Ensemble scolaire Jean XXIII, Montigny-lès-Metz (Moselle) ;
- Lycée professionnel Pierre-André Chabanne, Chasseneuil (Charente) ;
- Lycée professionnel Les Franchises, Langres (Haute-Marne).

### Troisième catégorie.

**Classes de troisième de collèges.**

#### Devoirs individuels :

- Jonathan Carlon, collège Les Matagots, La Ciotat (Bouches-du-Rhône) ;
- Laure Auban, collège Grazaillès, Carcassonne (Aude) ;
- Grégoire Schmitzberger, collège Georges de la Tour, Metz (Moselle) ;
- Sébastien Teze, collège Jean Jaurès, Nogent-sur-Seine (Aube).

### Quatrième catégorie.

**Classes de troisième de collèges.**

#### Travaux collectifs :

##### Prix

- Lycée professionnel privé Sainte-Anne- Saint-Joseph, Lure (Haute-Saône) ;
- Collège Paul Langevin, Fourchambault (Nièvre) ;
- Collège de la Côte vermeille, Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) ;
- Collège Jean Jaurès, Castanet-Tolosan (Haute-Garonne).

##### Mentions :

- Collège de Banon (Alpes-de-Haute-Provence) ;
- Collège Ampère, Arles (Bouches-du-Rhône) ;
- Collège Saint-Just, Soissons (Aisne) ;
- Collège Notre-Dame, Morez (Jura) ;
- Collège Les Alexis, Montélimar (Drôme) ;
- Collège Pierre et Marie Curie, Montmélian (Savoie) ;
- Collège Robert Schuman, Amilly (Loiret).

## Remises des prix

**Mardi 29 janvier 2002**

**Réception à l'Institution nationale des Invalides**

Après la visite du Musée de l'ordre de la Libération, les lauréats et leurs professeurs se sont retrouvés, à l'Institution nationale des Invalides, pour assister à la cérémonie des prix sous le patronage de M. Jacques Floch, secrétaire d'État à la Défense chargé des anciens combattants et de M. Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale, représenté par M. Jean-Paul de Gaudemar, directeur de l'enseignement scolaire. Jean Gavard, président du Jury national, après avoir rappelé le souvenir de Louis



M. Jacques Floch, secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants, remet leurs prix à deux lauréates nationales et à leur professeur sous les regards du général d'armée Bertrand de Lapresle, gouverneur des Invalides et de M. Jean Gavard, président du jury national du Concours de la Résistance et de la Déportation.

François, son prédécesseur à ce poste, qui venait de disparaître, a donné des indications très utiles sur l'évolution du concours. Il a noté une légère baisse de la participation globale (36457 candidats en 2001 contre 46295 en 2000) due à une désaffection des jeunes pour les devoirs individuels laquelle est compensée par un engouement

pour les travaux collectifs (3 650 travaux de groupe ont été présentés). Cette mutation traduit une évolution des pratiques pédagogiques dans l'enseignement du second degré. La fréquentation moyenne sur l'ensemble des établissements métropolitains est de 12,4 % pour les lycées et 17,7 % pour les collèges. Cependant, les écarts de participation entre les différentes académies sont considérables : de 4 à 28% pour les lycées et de 4 à 41 % pour les collèges. Les académies de Paris et Créteil sont toujours au bas du tableau. Mais les académies de Montpellier, Toulouse et Limoges sont nettement au dessus de la moyenne nationale avec 33% d'établissements participant, tandis que Besançon, Reims et Dijon se distinguent avec 20 et 25% de fréquentation. Au niveau départemental, les Pyrénées-Orientales, le Gard, l'Aude, le Gers, la Haute-Garonne et le Tarn-et-Garonne mobilisent de 40 à 70% des collèges.

**Mercredi 30 janvier 2002.**

**Réception offerte par les associations de résistants et de déportés au Cercle militaire de Paris.**

Après une visite émouvante au Mémorial de la déportation de l'Île de la Cité lycéens et collégiens accompagnés de leurs professeurs se sont retrouvés au Cercle militaire de Paris avec un certain nombre de dirigeants des Associations d'anciens Résistants ou Déportés. On citera notamment : M<sup>mes</sup> Lucie Aubrac, vice-présidente d'honneur de la Fondation de la Résistance ; Jacqueline Fleury, vice-présidente de l'Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance (ADIR) ; MM. Jean-Bernard Badaire, président du Comité d'action de la Résistance (CAR), de l'Association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI) et vice-président de la Fondation de la Résistance ; Jean-Jacques de Bresson, président de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française (ANMRF) ; Louis Cortot, compagnon de la Libération ; Robert Créange, secrétaire général de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) ; Jean Gavard, président du Jury national du concours de la Résistance et de la Déportation ; François Perrot, président de l'Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus (UNADIF). Après que M. Jean Rousseau, président de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance (CNCVR), ait souhaité la bienvenue aux élèves et aux professeurs en rappelant l'importance du travail de mémoire et la nécessité de défendre ce concours initié par la CNCVR, lecture a été faite du palmarès. En plus d'un certain nombre d'ouvrages et de cassettes vidéos, M<sup>me</sup> Lucie Aubrac a offert le prix spécial de la Fondation de la Résistance à deux lauréats.

Les élèves et les professeurs se sont succédés à la tribune pour recevoir leur prix aux applaudissements de l'assistance, avant que tout le monde se retrouve à un déjeuner fraternel dans les salons du Cercle militaire. ●



## S O M M A I R E

## Mémoire et réflexions

- Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale. Compte-rendu du colloque international de Brest des 15, 16, 17 novembre 2001.....p. 4
- Geneviève de Gaulle- Anthoiz. Une vie de résistance .....p. 12

## L'activité des associations partenaires

- Mémoire et Espoirs de la Résistance .....p. 8
- AERI .....p. 10

## Livres

- Vient de paraître .....p. 14
- A lire .....p. 14

## La vie de la Fondation de la Résistance

- .....p. 16
- Mardi 15 janvier 2002 au Crédit municipal de Paris. Signature de l'accord de partenariat entre la Fondation de la Résistance et le Crédit municipal de Paris
- Les nouveaux locaux de la Fondation de la Résistance.

**Éditeur:** Fondation de la Résistance  
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République  
30, Bd des Invalides - 75007 Paris  
Téléphone: 01 47 05 73 69  
Télécopie: 01 53 59 95 85

## Site internet:

www.fondationresistance.com

## E-mail:

fondresistance@club-internet.fr

**Directeur de la publication:** Jean Mattéoli,

Président de la Fondation de la Résistance

**Rédacteur en Chef:** François Archambault

**Adjoint au rédacteur en chef:**

Frantz Malassis

**Rédaction:** Frantz Malassis, Nicolas Theis.

*Maquette, photogravure et impression:*

SEPEG International, Paris XV<sup>e</sup>.

Revue trimestrielle - Abonnement pour un an:

16 € (104,95 F) - N° 28: 4,50 € (29,52 F)

Commission paritaire n° 4124 D73AC - ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. (DR)

## LE MOT DU PRÉSIDENT

**E**n 1993, lorsque, nous, les acteurs de cette épopée fondatrice que fut pour la société française contemporaine la Résistance intérieure et extérieure avons décidé de créer la Fondation de la Résistance, s'étendaient devant nous de vastes horizons. Nous avons en effet tout à construire, tout à prouver pour asseoir notre crédibilité.

Depuis, grâce à l'équipe de femmes et d'hommes qui m'entoure mais aussi et surtout grâce à la confiance que vous ne cessez de nous accorder, vous tous les présidents et animateurs d'associations, les responsables de musées et de lieux de mémoire, les représentants des pouvoirs publics, les enseignants et l'ensemble des sympathisants, la Fondation de la Résistance a confirmé le bien fondé de ses buts statutaires par des actions concrètes à savoir :

- le site Internet et la réunion en un lieu « unique » du maximum d'informations relatives aux faits, hommes et valeurs, fondées notamment sur les travaux universitaires,
- la collecte, la préservation et la valorisation des archives de la Résistance,
- les nombreuses actions de sensibilisation, notamment culturelles et civiques, menées par Mémoire et Espoirs de la Résistance,
- les rencontres cinématographiques autour des images de la Résistance et de la Déportation,
- l'opération « des CD-ROMs sur la Résistance dans tous les départements » dirigée par l'Association pour des études sur la Résistance intérieure,
- la constitution d'une bibliothèque dédiée à l'Histoire de la Résistance,
- la participation au Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Sur ce dernier point, aux côtés du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de la Défense, la Fondation de la Résistance entend participer de son mieux à l'essor de ce concours que nous considérons être notre contribution à la formation civique des jeunes.

Ainsi, malgré le poids des années, de nombreux camarades, notamment au sein du Comité d'action de la Résistance, n'hésitent pas à venir témoigner dans les établissements scolaires auprès des élèves et de leurs enseignants. Cependant, nos rangs s'éclaircissent inéluctablement et si nous souhaitons que ce concours (initié par la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance) se perpétue dans l'avenir, nous devons trouver dès maintenant des relais. C'est vers les futurs enseignants qu'il nous faut tourner plus particulièrement nos regards.

D'ores et déjà, dans quelques départements à l'initiative de résistants, appuyés par l'inspection académique et l'inspecteur pédagogique régional, des séances d'informations sur ce concours leurs sont données dans les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

Maintenant installée dans les locaux plus fonctionnels où l'accueil de nos camarades et du public sera grandement facilité, reconnue par l'ensemble des pouvoirs publics et des milieux résistants, je suis sûr que notre institution qui aura le lourd privilège de veiller aux intérêts matériels et moraux de la Résistance française lorsque les derniers témoins auront disparu ne faillira pas dans sa mission ! ●



Jean MATTÉOLI

Président de la Fondation de la Résistance

# « BRETAGNE ET IDENTITÉS RÉGIONALES PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE »

## Compte-rendu du colloque international de Brest des 15, 16, 17

Depuis la série des six colloques « La Résistance et les Français »<sup>(1)</sup> qui avaient ouvert un chantier impressionnant de questionnements, de réflexions neuves et d'efforts de conceptualisation, en étudiant le phénomène de la Résistance sous l'angle de ses multiples dimensions, sociale, politique, culturelle, sociologique et mémorielle, seuls un ouvrage collectif<sup>(2)</sup> et un colloque portant sur « L'Occupation, l'État français et les entreprises »<sup>(3)</sup> avaient assuré la continuité des recherches engagées.

Organisé par le Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC) de l'Université de Bretagne occidentale (UBO) et par Christian Bougeard, professeur d'Histoire contemporaine à l'UBO<sup>(4)</sup>, le colloque international « Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale » qui s'est tenu les 15, 16 et 17 novembre derniers à la Faculté des Lettres et Sciences sociales Victor-Segalen de Brest, s'inscrit pleinement dans cette continuité. Tout en consolidant, et en affinant parfois les travaux précédents, ce colloque - qui, précisons-le d'emblée, n'était pas spécifiquement consacré à la « mémoire » de la Collaboration en Bretagne... - a aussi introduit des problématiques nouvelles, engageant la recherche dans des directions encore peu explorées.

Parmi les communications et les monographies régionales exposées au cours de ces trois journées, nous avons retenu trois grands thèmes qui, nous semble-t-il, se sont progressivement affirmés :

- un bilan apaisé et sans tabous de l'histoire de la Bretagne et des Bretons pendant la Seconde Guerre mondiale,
- des études comparatives sur les rapports entre les identités régionales et les formes d'engagement dans la Résistance,
- enfin, émergente, une réflexion historique sur la notion d'« identité (s) ».

### **La Bretagne et les Bretons pendant la Seconde Guerre mondiale : un bilan.**

Le colloque de Brest a tout d'abord permis de faire l'état des connaissances accumulées depuis plus d'un demi-siècle sur l'histoire de la Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale, en établissant un bilan historiographique des études et des travaux qui lui ont été consacrés. Ainsi une bonne partie des communications se sont efforcées de mieux comprendre la diversité des comportements des Bretons confrontés, comme le reste de la population française, à l'Occupation allemande.



Centre culturel américain/col. ministère de la Défense-SGA/DMPA-DR

DR



FFI avec leurs armes à Kersaint, près de Brest. (sd)

qu'elle analyse le développement de la Résistance bretonne. En Bretagne, comme presque partout en zone occupée, la Résistance s'enracine dans une région où s'expriment de forts sentiments d'hostilité aux Allemands, sentiments exacerbés dans les

villes côtières, où la densité de l'occupation est d'autant plus forte. Ici encore, s'il existe une spécificité bretonne, elle réside dans une situation géographique et stratégique singulière. De même si la Bretagne, région essentiellement rurale, a eu une Résistance principalement citadine, c'est parce que les villes bretonnes ont offert les structures et les fonctionnalités indispensables à son développement. Les travaux d'historiens sur la Résistance en Bretagne montrent qu'elle appartient dans ses activités, dans ses formes d'actions, dans ses priorités, à travers ses mouvements et ses réseaux, à l'ensemble de la Résistance française.

Située à l'échelle du pays, dans le contexte de l'Occupation allemande, du gouvernement de Vichy et de la collaboration d'État, l'histoire de la Bretagne et des Bretons pendant les années noires ne révèle guère de spécificités remarquables.

### **• Le mouvement breton pendant la Seconde Guerre mondiale**

À une plus grande échelle, un colloque consacré à « la Bretagne et aux identités régionales » se devait de faire le point sur l'histoire du mouvement bre-

### **• Un bilan historiographique**

Rappelant les études entreprises dès la fin de la guerre par le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, études prolongées puis progressivement renouvelées par les universitaires liés à l'Institut d'Histoire du Temps présent, **Christian Bougeard**<sup>(5)</sup> a retracé les grandes tendances et les particularités des attitudes des Bretons pendant les quatre années de l'Occupation. Confrontée à l'ennemi allemand, l'opinion bretonne en a immédiatement rejeté la présence, affirmant rapidement son attachement à l'Angleterre voisine et au gaullisme naissant. C'est là une particularité que partagent les autres régions françaises de la zone occupée. De fait le sort de la Bretagne ne se distingue guère du reste de la zone Nord et, après 1942, de l'ensemble du territoire français ; la Bretagne n'a été épargnée ni par la présence allemande, ni par la Révolution nationale. En conséquence les comportements des Bretons ont été semblables dans leur complexité à ceux du reste de la population française.

**Jacqueline Sainclivier**<sup>(6)</sup> parvient à des conclusions proches de celles de Christian Bougeard lors-

# ES PENDANT

novembre 2001

ton pendant la Seconde Guerre mondiale. Les monographies consacrées au mouvement breton ont bien montré les nombreuses difficultés à mener, jusque dans les années 1970, une écriture sereine de son histoire, tant elle s'est heurtée à une mémoire - à des usages de cette mémoire - plus ou moins instrumentalisée, nourrie de fantasmes divers et d'incompréhensions multiples, incapable d'assumer le passé (7).

Aussi **Michel Denis** (8) a-t-il rendu compte avec nuances de la nature, de l'idéologie et de l'évolution du mouvement breton pendant la guerre, ainsi que des attitudes et des engagements de ses militants. Définissant le mouvement breton comme « *l'ensemble du mouvement social qui refuse l'assimilation pure et simple à la France* », il a d'abord décrit ses grandes tendances à la veille de l'Occupation, partagées entre régionalisme, fédéralisme et séparatisme. Pour l'essentiel ces courants, même divisés, restent insensibles voire franchement hostiles aux valeurs démocratiques. Parmi ceux-ci, seul le courant ouvertement séparatiste du Parti national breton (PNB) demeure organisé; dissous en 1939, il se reconstitue rapidement à l'automne 1940 et devient le parti politique le plus actif en Bretagne sous l'Occupation. Ce courant nationaliste, dont l'idéologie anti-démocratique est très complaisan-



Trois jeunes membres des Forces Françaises de l'Intérieur en attente dans un champs de blé près de Rennes.

te à l'égard de la xénophobie et de l'antisémitisme, influencé par les celtisants allemands, s'apparente à tous les fascismes européens. Pendant la guerre l'activisme du PNB a complètement dominé les autres tendances du mouvement breton, qui dès lors s'en est trouvé discrédité. Pour sa part **Lionel Boissou** (9) a montré les liens étroits entretenus bien avant la guerre, depuis la fin des années vingt, par des dirigeants autonomistes bretons (tel Célestin Lainé) avec les services de renseignements militaires de l'*Abwehr*. Après la défaite de 1940, écartant la question de l'autonomie de la Bretagne, les Allemands ont utilisé ces agents autonomistes dans des opérations militaires ou des actions de répression contre les résistants.

Quant aux engagements dans la Résistance de quelques militants régionalistes ou fédéralistes opposés au PNB, ils ont répondu avant tout à des choix individuels, sans véritables intentions autonomistes. Pour **Jean-Jacques Monnier** (10) les motivations de ces militants bretons entrés en résistance relèvent de facteurs multiples; pour certains la participation avant guerre à des mouvements autonomistes ou fédéralistes minoritaires, tels le Parti autonomiste breton (PAB) ou la Ligue fédéraliste de Bretagne, dont l'antifascisme et la critique de l'extrême-droite étaient avérés, a favorisé un engagement résistant. Pour d'autres, tel ce groupe « *Liberté* » de Saint Nazaire, formé de jeunes militants issus du PNB, l'anglophilie a été déterminante. Le groupe « *Liberté* » a participé, sous le nom de « *Bataillon de la Poche* », à la libération de la poche de Saint Nazaire en mai 1945. D'autres enfin se sont engagés dans la Résistance à

titre personnel, puis ont renoué avec le militantisme breton après la Libération.

## • Les enjeux de mémoire

Les militants bretons ont conservé de la Libération une image profondément marquée par la perception qu'ils ont eue de l'épuration. **Luc Capdevila** (11) revient sur la réalité de l'épuration du mouvement breton et s'interroge sur ses enjeux et sur les « conflits de mémoire » qu'elle a suscités: comment les autorités de la Libération percevaient-elles alors ce mouvement? A quel titre le mouvement breton a-t-il été épuré? Quelle perception ses militants en ont-il eu? Aux lendemains de l'Occupation, les pouvoirs publics et la population bretonne ont d'abord cédé à une « mémoire-panique », surestimant les dangers (insurrections) du PNB. Toutefois, c'est avant tout comme collaborateurs que les membres du PNB ont été réprimés; du reste tous n'ont pas été inquiétés, environ 15 à 16 % des membres du PNB ont été traduits devant les tribunaux, rares sont les sympathisants à avoir été jugés. Ce qui fait de l'épuration un épiphénomène dont la réalité est très éloignée de l'image mythique d'une répression massive, entretenue par la mémoire traumatisée des nationalistes bretons.

De même, du côté des résistants et de la mémoire collective nantaise, les enjeux de mémoire autour de la célébration des otages fusillés de Nantes et de Châteaubriant, ont été très conflictuels, et ce dès 1941. **Didier Guyvarc'h** (12) a reconstitué la chronologie des usages politiques et partisans de la mémoire nantaise; le 23 octobre 1941 le général de Gaulle a été le premier à commémorer l'exécution des otages. Un an plus tard est célébré le premier anniversaire, sous le terme générique des « cinquante otages de Châteaubriant ». Entre 1944 et 1947 deux mémoires se sont affirmées: une mémoire rassembleuse initiée par de Gaulle, et une mémoire communiste. Avec la rupture internationale de 1947 s'installe une « Guerre froide des mémoires »; chaque année deux cérémonies sont organisées, l'une officielle à Nantes, l'autre communiste à Châteaubriant. Dans les années 1960, avec la détente internationale et l'Union de la



Un bateau de pêcheurs de l'île de Sein qui a rejoint les FNFL. (sd)



Saint Brieuc, jeep américaine place Duguesclin le 6 août 1944.

voit dans la figure du poète Frédéric Mistral et dans le Félibrige l'expression d'une Provence imaginaire, le régionalisme provençal a-t-il eu sa place dans l'imaginaire et dans les priorités des résistants? D'une manière générale, les mouvements de Résistance en Provence n'ont pas revendiqué une identité régionale particulière; par contre on peut parler à la fois d'une redécouverte et d'une réactivation de cette identité. De fait la Provence correspond pour les résistants à une réalité géographique (la région R2) et certains résistants (Vincent Auriol, par exemple) ont cherché à réhabiliter l'entité régionale à la Libération. Par ailleurs il y eut également une utilisation du passé régional et de l'identité provençale par les résistants communistes, qui rédigent et diffusent deux journaux clandestins en provençal (16). Enfin l'attachement de la Résistance provençale à une culture républicaine s'est greffé sur des traditions politiques qui ont longtemps vu s'affronter une « Provence blanche » apolitique à une « Provence rouge » attachée à la démocratie.

On retrouve dans l'Italie résistante de **Gianni Perona** (17) une même forme de réactivation d'entités régionales et géographiques; brimées par le régime de Mussolini, de vieilles régions historiques, telles l'Emilie ou la Romagne, ou encore les régions frontalières alpines, ont connu une véritable renaissance en 1943, autant par la présence du front militaire que par l'action des « partisans » italiens. Ainsi une partie d'entre eux ont pu renouer avec d'anciennes activités de contrebande utilisant les passages frontaliers pour leurs filières d'évasions. Ces survivances de vieilles traditions locales de contournement ou de contestation ne sont pas sans rappeler les études à caractère anthropologique menées par H. R. Kedward sur les relations entre les traditions paysannes du sud de la France et le développement des maquis (18).

De ce point de vue, on peut aussi s'interroger sur les sources et les raisons de l'engagement dans la Résistance d'une bonne partie des protestants bretons. **Jean-Yves Carluher** (19) a décrit, avec des nuances et des exceptions, une minorité protestante bretonne particulièrement engagée dans des mouvements de résistance, que ce soit par anglophilie ou par fidélité à la culture républicaine. A cet égard il a qualifié l'attitude des protestants de Bretagne de « réflexe »; peut-être faudrait-il s'interroger sur la nature de ce « réflexe ». S'agit-il du même « réflexe » identitaire que celui qui a conduit les protestants cévenols à participer très tôt au sauvetage et à la protection des minorités persécutées (Juifs, réfractaires ou résistants) (20)? Y eut-il une spécificité du protestantisme breton?

### • Construction et usages des repères identitaires

Si certains engagements résistants révèlent parfois des survivances identitaires enfouies, **François Marcot** (21) a bien montré, par l'étude du vocabulaire employé dans les tracts clandestins francs-comtois, que la revendication d'une identité particulière obéit aussi à des logiques très précises de relation à la population, et que cette revendication évolue dans le temps.

Pour les résistants de Franche-Comté l'affirmation du sentiment d'appartenance à une identité com-

toise, à travers la victimisation, l'héroïsation ou la glorification de résistants et de figures historiques franc-comtoises - tel Victor Hugo -, incarne avant tout l'attachement à la grande patrie, la France. Les deux identités, franc-comtoise et nationale, ne se contredisent pas, l'invocation de l'une suscitant l'évocation de l'autre, elles se fondent dans un même patriotisme.

Pour en comprendre le sens il est indispensable de contextualiser cette revendication d'identité; de fait l'affirmation de l'identité comtoise se double de revendications multiples d'identités, nationale, sociale et résistante, selon l'origine politique des résistants, ou selon leurs priorités. La revendication d'identité peut être également fonctionnelle. Ainsi ces identités « emboîtées » ne sont pas toutes revendiquées et utilisées au même moment. Pour les résistants communistes, par exemple, la référence à l'identité franc-comtoise, parfois fortement départementalisée, vient après la référence à l'identité française. Elle devient ensuite plus fréquente à partir de 1943, au moment où il faut gagner l'adhésion de la population locale. Quant à l'identité résistante elle-même, les résistants francs-comtois n'en ont pas immédiatement conscience, et ce sont surtout les résistants appartenant à des mouvements qui la revendiquent. Ceux-ci construisent dès lors, à partir de 1943, une entité « Résistance » qui s'impose à la population et qu'ils incarnent. Pour François Marcot la « conscience d'une identité résistante vient après les actions résistantes ».

### Des identités multiples et emboîtées.

Au terme de ce cheminement quelque peu subjectif parmi les communications qui ont étudié les rapports entre la Résistance et les identités régionales, une tentative de définition de la notion d'identité, saisie à travers sa relation à l'engagement résistant, peut être modestement esquissée. Les identités se définissent selon de multiples critères mêlés.

Comme l'a si bien souligné **Chantal Kesteloot** (22), en analysant la crise identitaire à laquelle est confrontée la Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale, les identités se construisent en relation étroite d'opposition ou de reconnaissance avec un autre. Les Wallons, par exemple, sont partagés entre une identité française dans laquelle ils se reconnaissent et une identité flamande qu'ils rejettent parfois.

Par ailleurs, les identités ont un passé, une mémoire et l'expression, l'utilisation ou la revendication d'une identité répond souvent à la problématique du « choix du passé », selon l'expression chère à **Jean-Marie Guillon**.

Les identités - et leurs usages - sont mouvantes et possèdent leur propre chronologie: **François Marcot** pour les résistants francs-comtois et **José Gotovitch** (23) pour la Résistance belge, ont décrit des repères identitaires changeants et souvent instrumentalisés, s'adaptant selon le contexte. Ainsi la Résistance belge a-t-elle gommée les identités linguistiques flamande et wallonne pour n'affirmer qu'une identité belge.

Les identités s'inscrivent également dans un espace géographique (la Bretagne, la Provence, la Fran-

➤ gauche, les deux mémoires se rapprochent, à tel point qu'en 1981 les commémorations fusionnent!

Pour comprendre les spécificités et le poids des particularismes dans les engagements et dans les enjeux de mémoire, les historiens ont complété ces sortes de « jeux d'échelles » - replacer la Bretagne dans le contexte français, le mouvement breton dans son contexte régional - par une approche comparative des phénomènes identitaires et de leur expression pendant la Seconde Guerre mondiale. Volontairement, nous n'avons retenu de ces travaux uniquement ceux consacrés à la Résistance, même s'il est vrai que la question du rapport de l'identité aux engagements se pose aussi pour les engagements non-résistants...

### Regards croisés sur les identités régionales et les engagements dans la Résistance.

Les approches comparées des identités régionales autres que celle de la Bretagne ont apporté des réponses intéressantes et nuancées à la problématique suivante. En quoi une identité régionale spécifique ou minoritaire porte-t-elle (ou pas) à l'engagement dans la Résistance? Qu'apporte la Résistance à l'expression des identités régionales: découverte, affirmation, effacement ou construction de nouvelles identités?

#### • « Poids du passé » ou « choix du passé »? (13)

Pour **Hélène Chaubin** (14) la Corse, confrontée depuis les années 1930 à une crise identitaire, voit s'affronter jusqu'à sa libération en 1943 trois identités qui ne sont pas systématiquement antagonistes: une identité nationale française, une identité régionale corse et une identité proposée par l'Italie fasciste. Entre ces trois identités, les résistants corses se sont nettement engagés contre la présence italienne en affichant clairement leur attachement à la France. Pour eux les identités corse et française ne sont absolument pas incompatibles; en Corse, la Résistance et l'issue de la guerre ont résolu le problème identitaire.

**Jean-Marie Guillon** (15) analyse autrement les relations entre les résistants et l'identité régionale en Provence. Mythifiée par le régime de Vichy, qui

che-Comté, les vieilles régions italiennes), à l'intérieur duquel perdurent des traditions diverses et des cultures de contestation, que la Résistance ranime.

Enfin les résistants ne revendiquent que rarement une seule identité ; selon leurs priorités, la période, le contexte géographique, la relation qu'ils entretiennent avec la population, et bien d'autres facteurs, ils se réfèrent à de **multiples identités**, qui se superposent, s'emboîtent et se hiérarchisent entre elles.

Il nous semble que l'un des apports les plus importants du colloque de Brest est d'avoir initié une réflexion novatrice sur les expressions et les usages des identités régionales. Il a surtout prouvé que l'on peut difficilement isoler ces identités régionales d'autres repères identitaires, et qu'une mise en perspective et une comparaison apportent beaucoup à leur compréhension.

Les actes de ce colloque seront publiés par le Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC) et paraîtront en juin 2002. ●

**Cécile Vast**



coll. M. Huguenot/coll. ministère de la Défense-SGA/DMPA-DR

Saint-Brieuc, prisonniers allemands gardés par les FFI.(sd)

1. Organisés successivement de 1993 à 1997 dans les villes de Toulouse (Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie), Rennes (Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard), Bruxelles (José Gotovitch et Robert Frank), Besançon (Janine Ponty, Marcel Vigreux, François Marcot et Serge Wolikow), Cachan (Laurent Douzou, Denis Peschanski, Robert Frank, Henri Rouso et Dominique Veillon) et Aix-en-Provence (Jean-Marie Guillon et Robert Mencherini). Pour plus de précisions sur ces six colloques, nous renvoyons à la lecture des *Cahiers de l'IHTP n° 37* (décembre 1997) : « La Résistance et les Français. Nouvelles approches », ainsi qu'à celle de l'article de François Marcot, « Après six colloques sur la "La Résistance et les Français" », in *19-20. Bulletin du Centre d'Histoire contemporaine n° 2*, Besançon, 1998, pp. 9-42.
2. cf. PROST (Antoine) [dir.], *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1997.
3. cf. DARD (Olivier), DAUMAS (Jean-Claude) et MARCOT (François) [dir.], *L'Occupation, l'État français et les entreprises*, Actes du colloque de Besançon, mars 1999, Association pour le développement de l'histoire économique (ADHE), 2000, 487 p.
4. Aidé par un comité scientifique composé de José Gotovitch, directeur du Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines (CEGES) de Bruxelles, Gianni Perona, professeur à l'Université de Turin, Faïch Roudaut, directeur du CRBC, Jacqueline Sainclivier, professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Rennes 2 et Yvon Tranvouez, professeur à l'UBO.
5. « La Bretagne et les Bretons face à l'Occupation ».
6. « Les Bretons et la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale ».
7. Au moment des débats, les quelques réactions de militants bretons ou d'acteurs de la période ont prouvé que cette mémoire domine encore et que pour certains l'histoire ne passe toujours pas...
8. « Le mouvement breton pendant la guerre : un bilan ».

9. « L'Allemagne et le nationalisme breton ».
10. « Des militants bretons dans la Résistance ».
11. « Le mouvement breton face à l'épuration ».
12. « Les cinquante otages dans la mémoire nantaise ».
13. expressions empruntées à Jean-Marie Guillon
14. « La Corse des années 1930 à la Seconde Guerre mondiale : la passion de l'identité ».
15. « Résistance et identité régionale en Provence ».
16. Stratégie communiste de relation à la population qui ne concerne pas seulement la Provence, comme l'ont rappelé au cours de ce colloque Jean-Marie Guillon, François Marcot et José Gotovitch.
17. « Régions de la Résistance et régions historiques en Italie ».
18. cf. KEDWARD (H. R.), *À la recherche du Maquis. La Résistance dans la France du Sud. 1942-1944*, Paris, Editions du Cerf, 1999, 472 p.
19. « Les protestants bretons pendant la Seconde Guerre mondiale : une minorité engagée? »
20. « *Réflexe* » qu'ont si bien analysé Philippe Joutard et Pierre Laborie. Cf. JOUTARD (Philippe) [dir.], *Cévennes, terre de refuge 1940-1944*, textes et documents rassemblés par Philippe Joutard, Jacques Poujol et Patrick Cabanel, Montpellier, Presses du Languedoc, 1987, 358p. JOUTARD (Philippe), *La légende des Camisards : une sensibilité au passé*, Paris, Gallimard, 1977, 439 p. et LABORIE (Pierre), « L'opinion protestante (1940-1944) » in *Les Français des années troubles*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001, pp. 183-213.
21. « A la recherche des repères identitaires des résistants de Franche-Comté ».
22. « Belgique, Wallonie, France : les identités déchirées ».
23. « Belgique, des mauvais Belges aux bons patriotes. »

## Pour en savoir plus

### ► Internet

Vous trouverez sur le site de la Fondation de la Résistance [www.fondationresistance.com](http://www.fondationresistance.com) dans la rubrique « Actualité » (partie archives) une sélection de liens autour du thème « Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale »

### ► Bibliographie indicative

Outre les ouvrages, colloques et articles mentionnés dans les notes, nous indiquons, ci-dessous, quelques livres faisant état de la question.

- BOUGEARD (Christian), *Histoire de la Résistance en Bretagne*, Ed. Jean-Paul Gisserot, 1992, 118 p.
- SAINCLIVIER (Jacqueline), *La Bretagne sous l'Occupation, 1940-1944*, Ouest France, 1994, 220 p.
- CAPDEVILA (Luc), *Les Bretons au lendemain de l'Occupation. Imaginaire et comportement d'une sortie de guerre. 1944-1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, 449 p.
- KEDWARD (Harry Roderick), *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy. 1940-1942. Idées et motivations*, Paris, Champvallon, 1989, 350 p.
- BOUGEARD (Christian) et GUILLON (Jean-Marie), « La Résistance et l'histoire, passé/présent », in *La Résistance et les Français. Nouvelles approches*, Les Cahiers de l'IHTP n° 37, décembre 1997, pp. 29-45.
- CAPDEVILA (Luc), « La construction du mythe résistancialiste : identité nationale et représentations de soi à la Libération (Bretagne 1944-1945) », in SAINCLIVIER (Jacqueline) et BOUGEARD (Christian) [dir.], *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, pp. 347-357.

# Mémoire et Espoirs de la Résistance UN RÊVE DE BEAUTÉ POUR ÉCHAPPER À L'HORREUR

N'est-ce pas le vrai thème de l'après midi annuel de présentation du Concours national de la Résistance et de la Déportation ?



Photos : Marc Finellin

**T**rois déportés, - l'une violoniste, l'autre chanteur, le 3<sup>e</sup> peintre-graveur-sculpteur - sont à la tribune du grand amphithéâtre de la Sorbonne. <sup>(1)</sup>

Trois experts, - l'une comédienne, l'autre journaliste, le 3<sup>e</sup> professeur, - complètent ce « panel » dans ce haut lieu de la culture francophone.

Dans la salle, environ 600 lycéens et collégiens suivent attentivement, prennent des notes fébriles et vont poser des questions naïves ou cruelles. 200 adultes écoutent. Quelques-uns se mêlent au débat. Ce sont d'anciens Résistants, d'autres Déportés, des professeurs, des sympathisants.

C'est la 7<sup>e</sup> fois que « **Mémoire et Espoirs de la Résistance** » organise un débat à la Sorbonne, dont pour la 3<sup>e</sup> fois en coopération avec **l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation**. Il s'agit surtout de promouvoir le **Concours national de la**

**Résistance et de la Déportation**, par tous les moyens classiques et modernes.

Cette année le sujet arrêté par le ministère de l'Éducation nationale est très délicat, voire un peu conflictuel. En effet, comment « *approfondir vos connaissances sur l'histoire de la Déportation et de la Résistance dans les camps de concentration nazis, en particulier grâce à l'étude des productions littéraires et artistiques réalisées par des déportés durant ou après leur détention, ou par des non-déportés...* ». Telle est la question posée à ceux qui concourront le 8 mars, partout en France.

C'est pourquoi le dernier vendredi de janvier, chaque année les Fondations et Associations de Mémoire de la Résistance et de la Déportation font appel à un « échantillon » le plus représentatif possible. Tous les arts n'étaient certes pas représentés, faute de place ou de disponibilité, par exemple la poésie ou le cinéma trai-

**Les intervenants.**

de gauche à droite : M. John William, Mme Claude-Alice Peyrotte, M. Jean-Pierre Vittori, Mme Violette Jacquet et M. Walter Spitzer.

tés ailleurs par MER. Mais l'idée d'un art, spontané ou contraint, individuel ou collectif, pour tenter d'oublier l'horreur, de sauver sa dignité et d'élever son esprit, était bien présente entre le « *Chant des Partisans* » et celui des « *Marais* » magnifiquement interprétés par M. John William. Ce spécialiste de *Gospel songs* à la française avait été déporté trois ans à Neuengamme. Il « libéra » aussi la *Chanson de Lara* en 1970 en Union soviétique, où elle était interdite... L'animateur de la tribune était M. Jean-Pierre Vittori, journaliste. Le débat terrible et parfois inopportun porta un moment sur la douleur ressentie selon le type de mort lente ou violente ➤



**De nombreux représentants d'associations et personnalités ont participé à cet après-midi.**

**Au premier rang, de gauche à droite :**

M. Jean-Pierre Levert, professeur d'histoire-géographie au lycée Jean-Baptiste Say de Paris, administrateur de l'association « Mémoire et Espoirs de la Résistance », membre du jury national du Concours de la Résistance et de la Déportation ; M. Jean-Bernard Badaire, président du Comité d'action de la Résistance (CAR), de l'Association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI) et vice-président de la Fondation de la Résistance ; M. Jean-Jacques de Bresson, président de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française (ANMRF) ; M. Jacques Patin, ancien conseiller juridique du général de Gaulle, administrateur de la Fondation Charles de Gaulle ; M. Jacques Brun, secrétaire général de l'Amicale de Dora-Ellich ; M. Charles Palant, président de l'Amicale de Buna-Monowitz ; M. Robert Créange, secrétaire général de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP)

**Au deuxième rang, de gauche à droite :**

Le docteur Pierre Morel (en partie masqué par M. Jean-Pierre Levert) ; Mme Hélène Viannay, Présidente de l'association Défense de la France ; Mme Jacqueline Pardon de l'Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance (ADIR).

Photo : Marc Finellin



600 lycéens et collégiens sont venus au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne pour écouter des intervenants de renom et leur poser des questions.

qui vous attendait là-bas aux portes de l'enfer... L'important était de mesurer ce que l'art pouvait apporter comme soulagement à cette douleur, effroyable de toute façon, et comme sauvetage de la dignité humaine.

Un rêve de beauté, variable suivant les élans et talents méconnus de chacun, n'est-il pas depuis toujours un moyen de fuir l'horreur? Un Chinois a dit : « *le bien ne fait pas de bruit ; le bruit ne fait pas de bien* ». Mais ce n'était pas le célèbre « héritier » d'Hitler! ●

**François Archambault**  
Président de « MER »

(1) La présentation du thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation : « L'univers concentrationnaire au travers de la création littéraire et artistique », s'est déroulé le vendredi 25 janvier 2002 au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne.

Cet après midi a réuni des résistants, des déportés et des spécialistes : M<sup>mes</sup> Violette Jacquet, Violette Rougier-Lecocq représentée par M. Jean-Pierre Levert, Claude-Alice Peyrotte, MM. Walter Spitzer, John Williams et Jean-Pierre Vittori.

## Théâtre

### « L'étrange défaite »

d'après l'œuvre de Marc Bloch  
adaptation et mise en scène de Jean Quercy  
avec les comédiens de la compagnie Théâtre Averse

Jusqu'à la fin juin 2002, les représentations ont lieu tous les samedis à 15 heures au :  
Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin

Jardin Atlantique  
23, allée de la 2<sup>e</sup> DB  
75015 PARIS

Tél. : 01 40 64 39 44

Durée du spectacle : une heure

Tarif : 50 francs

Le nombre de place étant limité, une réservation est obligatoire au 01 49 26 09 95

# Devoir ou Travail de Mémoire

Pour moi il faut faire une différence, qui me paraît essentielle sur le fond, entre « Devoir de Mémoire » et « Travail de Mémoire ».

Le « Devoir de Mémoire » me gêne toujours un peu car dans le terme « Devoir », il peut y avoir le concept « d'obligation, de *pensum* ». Je sais que nous disons, que la liberté donne des droits, mais impose des devoirs, c'est à dire impose un effort de chacun pour que nous apprenions tous à vivre ensemble. Mais, lorsque la Mémoire devient un devoir il me paraît que certains pourraient y imposer des limites, ce qui irait à l'encontre de la Mémoire comme nous l'entendons.

Alors que le « Travail de Mémoire » n'est pas simplement un retour sur le passé, qui ne serait en fait que cultiver le « souvenir ». Le souvenir c'est en effet rappeler ce qui fut en l'affinant, peut-être, sur le plan de l'affectif. Le souvenir c'est hier, c'est ce qui s'inscrit dans les livres, alors que la « Mémoire », pour moi, se projette sur le devenir, sur le futur. La Mémoire c'est montrer aux jeunes générations les chemins sur lesquels il ne faut pas qu'elles s'engagent, les chemins sur lesquels pourrait périr l'Humanité. Le rôle de la Mémoire, lors-

qu'on l'envisage sous l'angle du « travail de mémoire » est fondamental et en faisant plus court, j'aurai tendance à penser que la Mémoire devient alors le souvenir + la vigilance. La Mémoire, lorsqu'on l'envisage sous cette forme de « travail de mémoire », ce n'est pas se limiter à refaire notre guerre, ce qui irait à l'encontre du but que nous voulons atteindre, mais montrer les dangers de la passivité, de la lâcheté, pour certains de la cupidité, et surtout montrer qu'il faut savoir dire NON devant l'intolérable.

Dans le « travail de mémoire » je mets tous les efforts que nous devons faire auprès des jeunes pour leur montrer les horreurs dans lesquelles pourraient les entraîner, comme furent entraînés certains de leurs aînés, leur éventuelle absence de réactions devant l'injustice, l'exclusion, la barbarie. Dans ce « travail de mémoire » il faut leur montrer aussi que les bourreaux étant des gens ordinaires comme nous le sommes tous, nous devons les uns et les autres nous méfier de nos propres réactions afin de ne pas devenir à notre tour des bourreaux pour les autres. ●

**Docteur Sam Braun**

## Calendrier des prochaines manifestations

► Programme des soirées thématiques <sup>(1)</sup> « une soirée, un auteur » organisées par le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin (ville de Paris) avec le soutien de l'association « MER ».

Entrée libre.

Les conférences débutent à 18 heures

- Jeudi 7 mars 2002 **Jean DELMAS**  
*Officier historien*, Economica, 2000
- Jeudi 4 avril 2002 **André CASALIS**  
*Cadets de la France Libre*, compte d'auteur, 1999
- Jeudi 2 mai 2002 **Raymond PRUNIER**  
(traducteur de Günther WEISENBORN)  
*Une Allemagne contre Hitler*, coll. Résistance Liberté-Mémoire, éditions du Félin, 2000
- Jeudi 6 juin 2002 Présentation par **Marie-Noëlle PALINO**  
*Une entreprise publique dans la guerre : la SNCF 1939-1945*, actes du colloque, PUF, 2001

► Récital annuel de poésie sur la Résistance le jeudi 28 mars 2002 à la salle des rencontres de l'Institution nationale des Invalides (entrée par le 6 boulevard des Invalides 75007 Paris) à 15 heures organisé par « MER », le Club des Poètes, des enseignants et des lycéens.

Avec la participation de M<sup>me</sup> Carole Bouquet, de MM. Georges Moustaki, Jean-Pierre Rosnay du Club des Poètes et Alain Seksig, professeur de lettres, conseiller technique auprès du cabinet du ministre de l'Éducation nationale. En présence du général d'armée Bertrand de Lapresle, gouverneur des Invalides et du médecin général Jean-Pierre Bonsignour, directeur de l'Institution nationale des Invalides.

(1) Renseignements et réservations

Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris  
Musée Jean Moulin  
Jardin Atlantique 23, allée de la 2<sup>e</sup> DB  
75015 Paris - Tél. : 01 40 64 39 44

### Adhésion

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance »!  
Cotisation 15 € (+ 6 € pour « Résistance et Avenir »).

- Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 18 place Dupleix, 75015 Paris ● Tél./Fax : 01 45 66 92 32
- e-mail : m\_e\_r@club-internet.fr memoresist@club-internet.fr
- site internet : www.memoresist.org
- Informations complémentaires sur les sites internet : www.charles-de-gaulle.org  
www.fondationresistance.com

# Association pour des Études sur la Résistance « LA RÉSISTANCE EN CHAMP »

Une équipe en Champagne-Ardenne participe à l'opération menée par l'AERI. Un CD-ROM sur la Résistance locale pour chacun des quatre départements.

Le maître d'œuvre du projet AERI en Champagne-Ardenne est le **centre régional de documentation pédagogique (CRDP)**.

L'équipe régionale est dirigée par **Jacques Martin**, directeur du CRDP de Champagne-Ardenne ; **Gracia Dorel-Ferre**, inspectrice pédagogique régionale d'histoire-géographie ; **Denis Capovilla**, directeur adjoint du CRDP de Champagne-Ardenne, responsable du département des ressources et des technologies, de la documentation, de l'information et de la communication ; **Jean-Pierre Husson**, professeur agrégé d'histoire-géographie au lycée Clemenceau de Reims, ancien correspondant du Comité d'histoire de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale et **Auréli Loison**, animatrice historique à l'AERI.

L'**Office national des Anciens Combattants** apporte son soutien au projet par l'intermédiaire des emplois-mémoire existant dans les quatre départements.

Le projet est piloté par l'**inspection pédagogique du rectorat de Reims**.

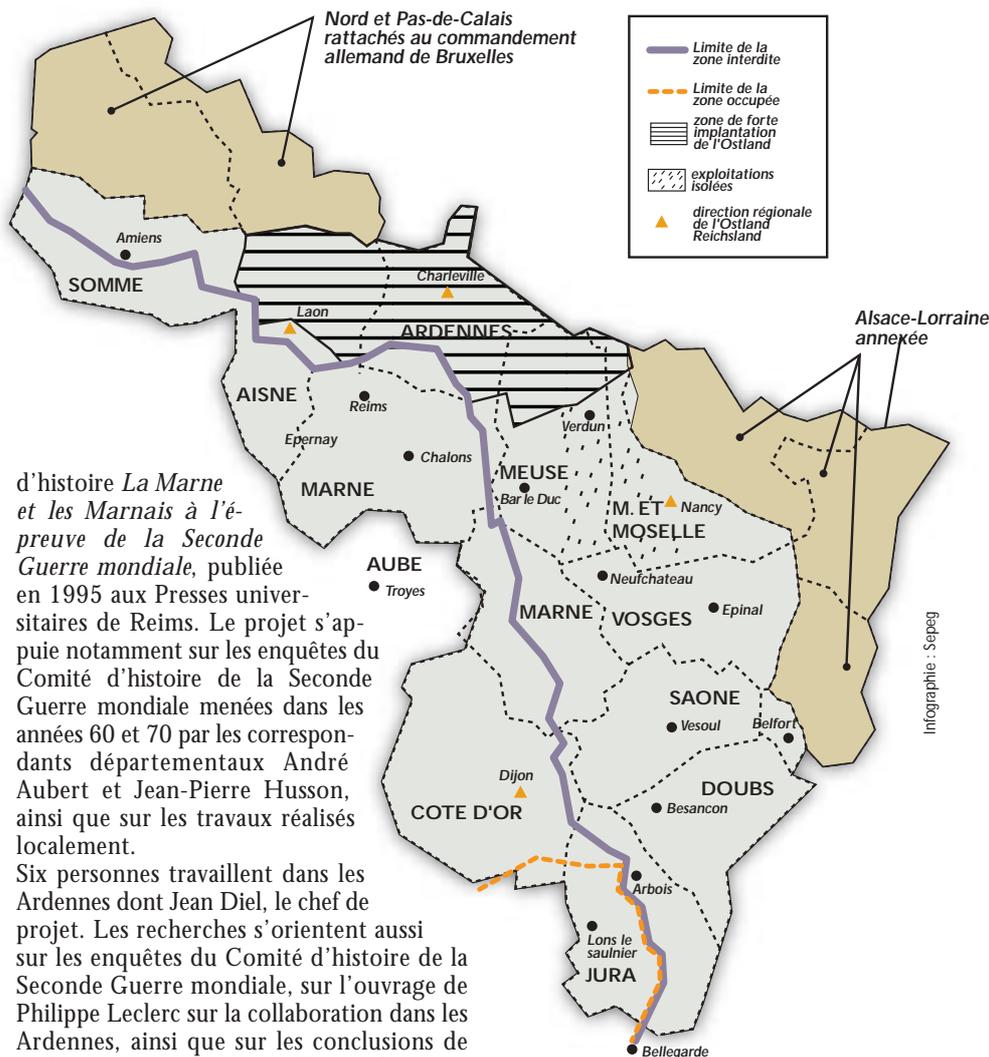
Dans chaque département (Marne, Haute-Marne, Aube, Ardennes), les équipes composées d'historiens, de Résistants, d'universitaires, d'emplois-mémoire ou d'étudiants, ont commencé le travail par l'inventaire des ressources.

Jacques Martin, directeur du CRDP conduit le projet avec intérêt et il s'est engagé à prendre en charge la réalisation éditoriale pour les quatre départements. Denis Capovilla, directeur-adjoint du CRDP, coordonne l'action éditoriale du projet au niveau de la région, en liaison avec les directeurs des quatre centres départementaux de documentation pédagogique (CDDP), et participe à la mise en place d'une collection nationale. Dans un premier temps, il fournit une logistique (organisation de réunions, soutien technique auprès des historiens, mise à disposition de locaux de travail équipés de matériel informatique) et une participation financière auprès des auteurs. Dans un second temps, il organisera la production des cédéroms et des documents d'accompagnement.

## Les équipes dans les départements de la région Champagne-Ardennes

Le département de la Marne semble le plus avancé. L'équipe, composée de cinq chercheurs, est dirigée par Jean-Pierre Husson, professeur, auteur d'une thèse de doctorat

**Localisation de l'Ostland en France  
Situation à la fin 1943**  
D'après une carte extraite du livre *l'Ostland en France durant la seconde guerre mondiale* de Jacques Mièvre (p.28)



d'histoire *La Marne et les Marnais à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale*, publiée en 1995 aux Presses universitaires de Reims. Le projet s'appuie notamment sur les enquêtes du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale menées dans les années 60 et 70 par les correspondants départementaux André Aubert et Jean-Pierre Husson, ainsi que sur les travaux réalisés localement.

Six personnes travaillent dans les Ardennes dont Jean Diel, le chef de projet. Les recherches s'orientent aussi sur les enquêtes du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, sur l'ouvrage de Philippe Leclerc sur la collaboration dans les Ardennes, ainsi que sur les conclusions de Didier Bigorgne qui a travaillé pour le « Maître-tron ».

Mireille Conia dirige le projet en Haute-Marne. Dany Tétot, président national de l'association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, un inspecteur d'académie honoraire et le président départemental de Rhin et Danube apportent leur soutien aux quatre professeurs d'histoire-géographie.

L'équipe de l'Aube comprend uniquement des professeurs d'histoire-géographie. Christian Lambart, chef de projet, travaille sur les monuments et la bibliographie locale, tandis qu'Olivier Plaquette analyse la presse locale pendant l'occupation et

Dominique Voinchet constitue les biographies. Chaque équipe est encouragée par l'office départemental des Anciens Combattants et par les archives départementales.

## La réalisation des CD-ROMs rend compte de la spécificité de la Résistance en Champagne-Ardenne.

La **Haute-Marne** est un département à la limite de la ligne de démarcation.

De 1939 à 1941, la population aide les prisonniers à s'évader. La mise en place des maquis se fait dès 1942, car la couverture

# ce Intérieure

# AGNE-ARDENNE »

Coll. privée H. Planson



Une figure de la Résistance auboise. Rolande Dié, « Betty » dans la Résistance entre dans la clandestinité à partir de 1942. Son action commence par la distribution de tracts et l'hébergement de réfractaires. Elle devient agent de liaison entre les maquis de l'Yonne et de l'Aube mais également entre le BOA et les FTP.

En 1940, certains Ardennais pensaient « *que les Prussiens revenaient encore* ». La Collaboration avait peu d'écho et la Milice était inexistante. Cependant, toute la population n'était pas résistante.

Les 2/3 du département des Ardennes étaient dans la zone interdite où ne rentrent pas les réfugiés. Les Ardennes ont été évacuées complètement, suite à la fuite de la population et du repli par les Allemands des habitants sur la Vendée et les Deux-Sèvres.

La WOL (*Wirtschaftsüberleitung*: direction régionale de mise en culture) dépendant d'une société allemande créée en 1940 par Goering, l'*Ostland*, avait pour but la colonisation agricole des territoires polonais incorporés au *Reich*. Le champ d'activité de cette société a été étendu à une partie de la France après la défaite de juin 1940. Ainsi, les terres agricoles ardennaises étaient confisquées par les Allemands. Les paysans exploitaient des terres qui ne leur appartenaient plus et la production partait pour l'Allemagne.

La propagande collaborationniste marchait mal de ce fait.

La proximité de la Belgique favorisait l'existence d'organismes transfrontaliers, tel le maquis franco-belge « *Banel* », et quelques résistants distribuaient la presse belge dans les Ardennes.

La **Résistance auboise** est embryonnaire jusqu'à la première moitié de 1943 et devient assez bien organisée à partir de 1944. L'analyse des dossiers d'archives départementales démontre la précision de la répression du 1<sup>er</sup> juin 1941 au 30 août 1941. L'ensemble de la répression allemande fait l'objet d'une information à la préfecture qui est amenée à renseigner le Commandement allemand sur les actions possibles des réseaux communistes et gaullistes. Quelques dates montrent la teneur de cette forme de répression qui existe assez tôt. L'inquiétude majeure reste dans l'organisation des communistes. Ceux-ci sont recensés, exclus et chassés des infrastructures. Les Gaullistes sont très souvent associés aux communistes.

D'après la thèse de Jean-Pierre Husson, la **Résistance marnaise**, confrontée à « un

*milieu sinon hostile, du moins pétainiste dans la plus grande majorité, ou particulièrement résigné et passif* », s'est constituée tardivement et lentement, avant de participer, aux côtés des Alliés, à la libération du département en août 1944.

Il y a plusieurs explications au fait que la contribution des résistants à la libération de la Marne n'a pas revêtu l'éclat et l'ampleur qu'ont connu d'autres départements: la situation particulière de ce département en zone occupée, au contact de la zone interdite; l'absence de relief; la proximité de trois camps militaires où les Allemands s'étaient installés en force; l'attentisme de la majorité de la population soulagée de ne pas revivre le cauchemar de 1914-1918 et surtout préoccupée d'assurer sa survie quotidienne; l'impact certain du collaborationnisme parisien.

Dès 1941, les premières actions individuelles isolées commencent (diffusion de la photographie du général de Gaulle, dépôt de gerbes de fleurs aux monuments aux morts...). Même si d'importantes filières d'évasion de prisonniers ont fonctionné dès 1941-1942, ce n'est qu'à partir de 1943 qu'il est véritablement possible de parler de mouvements de résistance organisés et susceptibles de constituer à terme des unités combattantes. ●

forestière importante le permet. C'est ainsi que la Résistance se développe.

Grâce à la position charnière du département, les réseaux et les maquis ont beaucoup de relations avec les Vosges.

La majorité des résistants se retrouvent au sein du mouvement *Résistance-Fer* et du réseau *Libé-Nord*.

D'après les témoignages recueillis par Jean Diel, **les Ardennais avaient en tête les occupations précédentes** (1870 et 1914 où le département était occupé à 100 %) donc la méfiance à l'égard des Allemands était grande.

## Renseignements :

**AERI (association loi 1901 d'intérêt général)**

**Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance**

- **Siège social et bureaux :**  
16-18 place Dupleix  
75015 Paris  
Tél. : 01 45 66 62 72  
Fax : 01 45 67 64 24
- **Site internet :**  
[www.aeri-resistance.com](http://www.aeri-resistance.com)
- **E-mail :** [aeri@club-internet.fr](mailto:aeri@club-internet.fr)

## Pour rejoindre le projet AERI en Champagne-Ardenne, contactez-nous :

- **Équipe régionale**  
CRDP de Champagne-Ardenne,  
tél. 03 26 49 58 58,  
e-mail : [crdp@ac-reims.fr](mailto:crdp@ac-reims.fr)
- **Équipe de la Marne :**  
Jean-Pierre Husson,  
tél. 03 26 85 29 90  
e-mail : [jean-pierre.husson@wanadoo.fr](mailto:jean-pierre.husson@wanadoo.fr)
- **Équipe de la Haute-Marne :**  
Mireille Conia, tél. 03 25 32 65 22  
e-mail : [mireille.conia@wanadoo.fr](mailto:mireille.conia@wanadoo.fr)
- **Équipe de l'Aube :**  
Christian Lambart,  
tél. 03 25 80 34 35,  
e-mail : [c.lambart@wanadoo.fr](mailto:c.lambart@wanadoo.fr)
- **Équipe des Ardennes :**  
Jean Diel, tél. 03 24 57 18 06,  
e-mail : [jean.diel@wanadoo.fr](mailto:jean.diel@wanadoo.fr)

DR



# GENEVIÈVE DE GAULLE-A

## UNE VIE DE RÉSISTANCE

Geneviève de Gaulle-Anthonioz vient de mourir et la presse, la radio, la télévision, ont salué la disparition de cette grande dame au nom glorieux. Tous ont souligné son action exceptionnelle auprès des plus humbles, la longue et difficile bataille qu'elle a menée contre l'exclusion. On a pu voir dans des reportages la qualité de ses relations avec ceux dont elle avait pris la charge.

**G**eneviève de Gaulle a été longtemps présidente d'ATD Quart monde, alors que rien dans sa famille et sa culture ne l'avait préparée à ce rôle, qu'elle était mariée avec l'homme qu'elle aimait, qu'elle avait quatre enfants, un travail intéressant. C'est en retrouvant parmi les humbles et les pauvres, ces familles sans logement, sans eau, l'atmosphère dégradante des camps de concentration, qu'elle a résolu de leur redonner leur dignité d'homme. Ce fut une longue lutte, mais quand on l'a vue vivre parmi ceux qu'elle avait choisi d'aider, sans jamais un regard condescendant, sans jamais marquer de distance, on ne peut qu'être saisi d'admiration et de respect. Et quand on l'a vue défendre auprès des notables et des élus la cause des exclus, avec des dossiers parfaits, des arguments imparables et ne réussir qu'après des mois et des années à obtenir enfin les textes pour lesquels elle avait tant lutté, comment encore une fois ne pas être saisi d'admiration et de respect ?

Geneviève de Gaulle-Anthonioz a été aussi pendant de longues années présidente de l'Association des internées et déportées de la Résistance (ADIR). Elle n'a jamais oublié ses anciennes camarades de déportation, rendant visite aux unes et aux autres, ouvrant des maisons de repos en Suisse pour que les plus malades puissent y retrouver calme et santé. Elle a sillonné la France pour participer aux cérémonies commémoratives où les déportées étaient à l'honneur et où elle prenait la parole, exprimant mieux que quiconque le souvenir de la douleur et de la fraternité.

Mais la Geneviève que j'ai connue en 1943 n'avait encore que 22 ans, était jeune et gaie, même si elle se sentait déjà investie d'une mission : faire connaître et comprendre son oncle, le général de Gaulle.

Geneviève était étudiante en histoire à la Sorbonne, et avait été distinguée par Jacqueline Pardon, membre du Comité directeur de notre mouvement « *Défense de la France* ». Jacqueline ne avait été frappée par la qualité des interventions de Geneviève, traduisant une pensée forte et claire ; elle proposa à Geneviève de rejoindre notre mouvement et la présenta en janvier 1943 à Philippe Viannay, fondateur du mouvement. Celui-ci l'admit au Comité directeur et lui confia la distribution du journal par la poste, le choix des personnalités à qui envoyer le journal. Mais Geneviève a entrepris aussi de faire connaître le



Printemps 1943, Geneviève de Gaulle en compagnie de deux autres membres de *Défense de la France* : Hubert Viannay (frère de Philippe Viannay) et Marie-Marguerite Houdy alias « Guitemie »

général de Gaulle à notre état-major. Il faut se rappeler qu'à l'époque on ne savait de celui-ci qu'une chose, l'appel du 18 juin où il avait demandé aux Français de le rejoindre à Londres. On savait aussi que Vichy l'avait condamné à mort. Mais par ailleurs une campagne de médiosance, distillée sans arrêt, le présentait comme un arriviste mal entouré, les uns disant que c'était par des communistes, les autres disant qu'il était entouré de cagouleurs. En fait on ne savait rien de lui.

### **Geneviève a entrepris de faire notre éducation.**

Elle a commencé par nous faire lire les œuvres du Général. Il s'agissait de lecture à haute voix, en commun, avec beaucoup de rires. Par moments Geneviève allait dans le jardin fumer

la petite pipe à laquelle elle tenait beaucoup. Mais la lecture de *Vers l'armée de métier* y était sérieuse et nous avons été éblouis, car la conception de la guerre que le Général avait en vain tenté de faire admettre par l'état-major français apparaissait lumineuse, d'ailleurs adoptée par les Allemands, car il prônait une guerre de mouvement et non une guerre statique. Nous savions bien, hélas que la très coûteuse ligne Maginot avait été contournée et qu'ainsi nous avions perdu la guerre. La démonstration était éclatante qui nous a fait prendre conscience de la valeur de ce général, seul contre tous.

Mesurant l'ignorance des résistants le concernant, Geneviève a écrit pour *Défense de la France* la première biographie qui ait paru dans la presse clandestine le 5 juin 1943, sous la signature transparente de *Gallia*. L'article commence ainsi :

# ANTHONIOZ

« Charles de Gaulle est né à Lille le 23 novembre 1890 » et se termine par la phrase suivante : « Charles de Gaulle quitte la France, mais c'est pour la ramener au combat et à la victoire ». Le 5 juillet 1943, dans le numéro 35 de *Défense de la France*, Geneviève signe un deuxième article sur « De Gaulle et l'indépendance française ». En le relisant aujourd'hui on ne peut qu'admirer la compétence de l'auteur. Comment cette toute jeune fille, isolée en France, peut avoir aussi profondément compris et expliqué la politique de De Gaulle vis-à-vis des Alliés ? Elle répond ainsi à l'un des principaux griefs reprochés à de Gaulle, sa supposée inféodation à l'Angleterre. Elle explique pourquoi de Gaulle, se considérant comme le représentant de la France et non comme un simple adjoint militaire aux forces britanniques, se doit d'être intransigeant et souvent cassant, au risque de heurter parfois les Anglais. Il prépare ainsi la reconstitution d'une France libre et forte. La conclusion de *Gallia* est une citation du Général : « En vérité, tandis qu'il lutte contre la tyrannie de l'ennemi et des serviteurs de l'ennemi, le peuple français n'a jamais, dans toute son histoire, plus ardemment résolu d'être le maître chez lui. »

Geneviève de Gaulle-Anthonioz et le Président Jean Mattéoli se recueillent devant la tombe du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, à l'occasion du cinquantième anniversaire du 8 mai 1945.



© Daniel Blondel, le Déporté

Pendant le journal continue. Pour le 14 juillet 1943, un superbe numéro spécial est édité, fêtant le double anniversaire du journal né le 14 juillet 1941, et celui de la République. Le journal est diffusé au grand jour, dans la rue, dans le métro, dans une ambiance de fête. Mais le 20 juillet c'est le drame. Un agent double s'était infiltré dans le service de diffusion, une souricière est installée dans la librairie « Au vœu de Louis XIII » rue Bonaparte, qui servait de boîte aux lettres. Plus de cinquante jeunes seront arrêtés, dont Geneviève. Arrestation, déportation, un autre monde... ●

**Hélène Viannay**  
**Co-fondatrice de Défense de la France**  
**Présidente de l'association**  
**Défense de la France**

## Rôle de Geneviève de Gaulle Anthonioz à l'Association des anciennes déportées et internées de la Résistance (ADIR)

Dès son retour Geneviève participe à la constitution de l'Association des anciennes déportées et internées de la Résistance qui fait suite à l'Association des prisonnières de la Résistance qui avait été créée par M<sup>me</sup> Delmas au moment de la libération. Entrée au Conseil, elle y est très active comme membre avant d'être élue Présidente de l'Association en 1958. Avant même de prendre cette fonction, elle va assister début 1947, en tant qu'observatrice et non comme témoin, au Procès de Hambourg où, sous juridiction britannique, comparaissent des criminels responsables de l'assassinat collectif de plus de 90 000 femmes et enfants au camp de Ravensbrück. Avec amertume elle note l'indifférence dans laquelle se déroule ce procès. A peine revenue de Hambourg, dans une conférence qu'elle intitule « L'Allemagne jugée par Ravensbrück », elle « refait » le procès avec justesse, en témoin lucide du système concentrationnaire, démontrant les responsabilités de tout un peuple dans une organisation qui s'était étendue à tout le territoire de l'Allemagne. Naturellement elle assure un rôle important dans le travail de recherche sur les expériences pseudo-médicales et l'indemnisation des victimes.

A l'ADIR même, elle présidera bien des Conseils avec objectivité et sagesse, très attentive aux avis des autres membres. Les discussions étaient bienvenues sur tous les sujets abordés.

Chaque année nous aimions nous retrouver auprès d'elle lors de l'Assemblée générale qui se déroulait à Paris. Cette Assemblée étant toujours précédée d'une réunion des délégués venues de toute la France, apportant les nouvelles de nos compagnes éloignées et de la vie de l'ADIR de nombreux départements. Toutes trouvaient dans l'affectueuse présence de Geneviève les encouragements réconfortants pour poursuivre leur tâche.

Autre moment privilégié, attendu par toutes : nos rencontres interrégionales qui, tous les deux ans, nous permettaient d'aller découvrir les hauts lieux de la Résistance et ceux qui en avaient été les acteurs. Geneviève y était notre porte-parole. Écoutée et applaudie, elle avait le don des mots justes, imprégnés de cette fraternité que nous nous lui connaissions si bien et qu'elle communiquait à tous nos camarades de combat.

Très fatiguée, mais rayonnante, elle fut des nôtres dans les côtes d'Armor en septembre 2000, alors que nous suivions les pas des Évadés de France.

Nous garderons à jamais au fond de nos cœurs ce dernier souvenir de son merveilleux regard plein de la tendresse particulière qu'elle nous réservait. ●

**Jacqueline Fleury,**  
**Vice-présidente de l'Association**  
**des Anciennes Déportées et**  
**Internées de la Résistance (ADIR)**

N.D.L.R. Geneviève de Gaulle-Anthonioz a rejoint la Fondation de la Résistance dès sa création.

Déjà fatiguée, elle était venue assister le 14 décembre 2000 à la Sorbonne au colloque « L'imprimerie, arme de la Liberté » organisé par notre association affiliée « Mémoire et Espoirs de la Résistance » et le Comité Guillaume Fichet-Octave Simon.

### La déportation vers Ravensbrück

A la mi-janvier 1944 grand rassemblement à Fresnes des prisonnières politiques. Geneviève de Gaulle est des nôtres car arrêtée en juillet 1943 elle y est internée. Nous retrouvons à Royal Lieu - grand camp de rassemblement de Compiègne - entre autre M<sup>me</sup> Tillion, M<sup>lle</sup> Tallet d'Angers et toute la famille Renault.

Joie d'être en quasi-liberté. Enfin nous pouvons mettre des visages sur les voix entendues à Fresnes, dont celui de Geneviève.

La veille du départ, au cours d'un grand appel nominal, se déclenche un chahut monstre au nom de Geneviève de Gaulle qui, par bravade, fume ostensiblement sa pipe.

Le 31 janvier à l'aube, départ pour l'Allemagne, de ces 954 femmes qui formeront le convoi des « 27 000 » où Geneviève deviendra le *Stück* 27 372. Quarantaine au block 22. Le temps est occupé par diverses conférences, la chorale de Compiègne y participe.

Dans le dortoir, le soir, souvent de son côté, Geneviève organise une prière.

Bientôt, arrive le temps des corvées de travaux : sable, transport dans des wagonnets, etc. Geneviève y apporte sa bonne humeur et son entrain. Elle subit exactement le même traitement que nous malgré un état de santé qui se détériore chaque jour : cœur, yeux. A chaque arrivée de convoi venant de France, elle venait accueillir les nouvelles compagnes avec chaleur et réconfort, soutenue par sa foi religieuse et son incroyable confiance en la victoire.

Puis ce sera le terrible épisode qu'elle vivra dans le *Bunker* (prison du camp) relaté dans son poignant récit *La traversée de la nuit*<sup>(1)</sup>.

**Marie-Claire Jacob**  
**Françoise Robin (ADIR)**

(1) Éd. du Seuil, 1998, 59p.

# VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans « vient de paraître » ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informé les abonnés de la « Lettre », des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

La Fondation serait reconnaissante à ses lecteurs de lui communiquer, le cas échéant, leur sentiment sur le contenu de ces ouvrages, afin de pouvoir en recommander la lecture.

## Vivre au lieu d'exister

**Mireille Albrecht**

Éd. du Rocher, 439 p.,  
21 € (137, 75 F)

## L'Armée française sous l'Occupation.

**Tome 1 La dispersion.**

**Juin 1940 - octobre 1942**

**François Broche**

Presses de la Cité, 504 p.,  
22. 70 € (148, 90 F)

## Silences meurtriers.

**Les Alliés, les Neutres et l'Holocauste, 1940-1945**

**Marc-André Charguéraud**

Éd. du Cerf, 304 p.,  
22 € (144, 31 F)

## Les papes, Hitler et la Shoah. 1932-1945

**Marc-André Charguéraud**

Éd. Labor et Fides  
(1, rue Beauregard  
1204 Genève),  
167 p., 19. 35 € (126, 93 F)

## Sauvetages et baptêmes: les religieuses de Notre-Dame de Sion face à la persécution des Juifs en France

**Madeleine Comte**

Éd. l'Harmattan, 224 p.,  
18. 30 € (120, 04 F)

## Les poudriers dans la Résistance: Saint-Médard-en-Jalles, 1940-1944

**Claude Courau**

Prindi Négrier (14, rue Saint-Louis 64000 Pau), 115 p.,  
13. 50 € (88, 55 F)

## La France Libre: de l'appel du 18 juin à la Libération (rééd.)

**Jean-Louis Crémieux -Brilhac**

Gallimard, 2 tomes (format poche), 20.60 € (135,13 F)

## Le nazisme: une culture? Essai étiologique

**Thierry Feral**

Éd. l'Harmattan, 208 p.,  
16. 80€ (110, 20 F)

## Un enfant du siècle.

**Albert Pfleger 1900-1999.**

**Frère mariste**

**Louis Hochet**

Compte d'auteur (pour se procurer ce livre s'adresser à la communauté des frères maristes, Notre-Dame de l'Hermitage - BP 9 42405 Saint Chamond), 96 p.

## De Gaulle et Churchill: la mésentente cordiale (rééd.)

**François Kersaudy**

Nouvelle éditions Paris Perrin,  
496 p., 22. 80€ (149, 56 F)

## Biographie d'Yvonne-Aimé de Malestroit (1901-1951)

**Tome IV La grande épreuve et les gloires, 1932-1946: l'irrésistible ascension**

**René Laurentin**

François-Xavier de Guibert  
(3, rue Jean-François Gerbillon  
75006 Paris), 368 p.,  
27. 44 € (180 F)

## La résistance Action-Buckmaster: Sylvestre-farmer, avec le capitaine Michel Danièle Lheureux

Éd. le geai bleu (48, rue du Curoir 59 100 Roubaix),  
175 p., 24. 50€ (160,71 F)

## Histoire du marché noir 1940-1946

**Paul Sanders**

Perrin, 300 p., 22. 80 €  
(149, 56 F)

## Francis Jeanson: un intellectuel en dissidence: de la Résistance à la guerre d'Algérie

**Marie-Pierre Ulloa**

Berg international, 286 p.,  
18. 29€ (120 F)

## Jean Moulin: la constance et l'honneur de la République

**Robert Tausat**

Fil d'Ariane éditeur (14, côte de Layoule 12000 Rodez),  
349 p., 18. 29 € (120 F)

## Rebelles silencieux: l'attaque du 20<sup>e</sup> convoi pour Auschwitz

**Marion Schreiber (traduit de l'allemand par Marie-Josèphe Bidegaray)**

Éd. Racine (49, rue du Châtelain 1050 Bruxelles), 316 p.,  
22. 50 € (147,59 F)

## Le cinéma allemand sous Hitler.

**Un âge d'or ruiné**

**Nathalie de Voghelaer**

Éd. l'Harmattan, 198p.,  
16. 80€ (110,20 F)

# A LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.



## Les Français des années troubles: de la guerre d'Espagne à la Libération

**Pierre Laborie**

**Paris, Desclée de Brouwer, 2001, 266 p., 19, 05 € (124, 96 F)**

Auteur d'une des études les plus originales sur l'histoire des Français sous l'Occupation, *L'opinion française sous Vichy*<sup>(1)</sup>, Pierre Laborie donne à lire les principaux articles qu'il a écrit au cours de ces vingt dernières années. Il y recueille ses réflexions sur l'imaginaire social et le « mental-émotionnel » collectif des Français depuis la guerre d'Espagne. Il montre à travers son livre l'élaboration progressive d'un certain nombre de concepts qui lui permettent, en dépassant les oppositions simplistes et les jugements faciles sur les attitudes des Français sous l'Occupation, de saisir toute la complexité des comportements.

« *L'histoire des attitudes mentales est toujours science du temps et des temporalités* », écrit Pierre Laborie qui fait de l'histoire en portant le regard du côté des perceptions et des processus de construction et de reconstruction du réel par les acteurs sociaux. Comment un événement singulier est-il perçu, reçu et reconstruit? Comment cet événement structure-t-il les comportements et les mentalités des Français pendant les années sombres?

Pour répondre à ces questions, il propose de penser l'événement comme un révélateur des temporalités, des mémoires et des « modes de présence au monde » très diverses de l'opinion. On ne peut saisir les

attitudes des Français face aux événements singuliers des années 1940-1944, sans chercher à analyser les modes de réception de ces événements, sans comprendre qu'ils sont lus à travers les prismes mouvants de la mémoire, du présent vécu et de « *l'anticipation du futur* ». Aussi décrit-il, à travers sept monographies qui vont de la guerre d'Espagne à la Libération, les mécanismes de réception par des catégories d'opinion différentes, des événements spécifiques que sont la guerre d'Espagne, la législation antisémite de 1940-1942, les rafles de 1942, la Libération et l'épuration.

Comment comprendre l'inertie de l'opinion française face à la mise en place par le gouvernement de Vichy d'une législation antisémite entre 1940 et 1942? Comment expliquer la faiblesse des réactions des résistants? Le croisement des temporalités apporte des éléments de réponse. L'attention portée par l'opinion au sort des juifs dépend étroitement des préoccupations quotidiennes auxquelles elle doit faire face (ravitaillement, prisonniers de guerre). Quant aux résistants, ils appartiennent pleinement à la société et en partagent l'univers mental. Pour eux, comme pour l'opinion publique, les mesures discriminatoires menées contre les juifs ne constituent pas un problème essentiel. Leurs priorités d'actions sont autres et le vécu qu'ils ont de la répression ne les aide pas à distinguer la spécificité de la persécution antisémite.

Le port obligatoire de l'étoile jaune en zone occupée et les grandes rafles de l'été 1942 peuvent être analysés comme des « événements-traumatisme »; ils entraînent des réactions de réprobation, puis de solidarité d'une partie de l'opinion. Pierre Laborie fait plus que dater et décrire ce tournant, il s'interroge sur la signification que l'on peut donner à ces modifications de comportement.



Au delà des émotions suscitées par la vue ou le récit des rafles une mise en perspective s'impose : ces réactions de réprobation et de sympathie reflètent une évolution plus globale de l'opinion. Les persécutions antisémites s'ajoutent à d'autres formes de persécution (STO, répression contre les résistants) qui touchent directement les populations. Pour l'opinion ces persécutions anticipent sa propre persécution, elles nourrissent une représentation du futur dominée par la peur et l'inquiétude.

Avec une étude sur l'attitude de l'opinion protestante des Cévennes et de la Drôme pendant la guerre, Pierre Laborie change d'échelle de temps et d'espace. Bien qu'ils aient partagé les mêmes courants d'opinion que l'ensemble des Français, les protestants se détachent précocement de Vichy et affirment très tôt leur spécificité. La période 1940-1944 renforce une identité protestante originale faite d'indépendance d'esprit et de vigilance. Les persécutions antisémites provoquent une sorte de « *réflexe protestant* » ; l'événement réveille une mémoire sensibilisée<sup>(2)</sup> (celle des persécutions de l'époque moderne) et entraîne ces protestants dans la désobéissance civile. Pour autant, bien que ces gestes de sauvetage relèvent d'actions de résistance, Pierre Laborie montre bien à travers l'analyse de ce « *réflexe protestant* », que cette opinion spécifique ne revendique alors pas forcément une appartenance à la Résistance, regardée parfois avec méfiance. Ce constat renvoie à nouveau à l'ambivalence des comportements et à la nécessité de construire des outils suffisamment précis pour en rendre compte.

L'utilisation du concept de « *penser-double* » permet à Pierre Laborie de dépasser les oppositions classiques et d'éclairer les « *zones grises* » des comportements dans un contexte où le mode de présence au monde (la survie, les préoccupations quotidiennes, l'action clandestine) nécessite de multiples formes de dédoublement qui finissent par structurer les esprits. Si ces oppositions ont perduré c'est que la mémoire de l'Occupation a longtemps été silencieuse. Il est des silences voulus (sur Vichy et sur l'Occupation en général) qui traduisent d'abord une mauvaise conscience et une incapacité à assumer le passé. Il est aussi d'autres silences de la mémoire, nécessaires à l'identité (individuelle ou collective), qui gommement les contradictions douloureuses. Il est des mémoires du silence

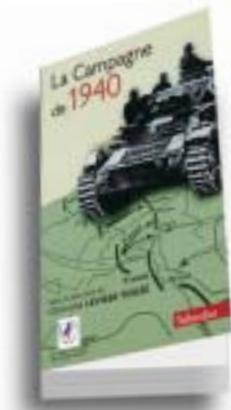
qui expriment la pudeur des acteurs de l'histoire des années sombres, la crainte de ne pas être compris maintenant, le sentiment de l'éloignement et de l'étrangeté de leur vécu.

La leçon du recueil d'articles de Pierre Laborie est de montrer que l'histoire du très contemporain est pleinement de l'histoire, qu'elle se rapproche de l'histoire de périodes plus éloignées, que l'événement ne doit pas être laissé aux jugements des seuls médias ou à l'histoire politique, et que sa compréhension est indissociable d'une connaissance plus large des imaginaires, des structures mentales et des cultures qu'il révèle. •

**Cécile Vast**

**La campagne de 1940 : actes du colloque du 16 au 18 novembre 2000**

**Sous la direction de Christine Levisse-Touzé**  
Editions Tallandier, 608 p., 26 € (170, 54 F)



S'il faut lire *l'étrange défaite*, l'impérissable et rude témoignage de Marc Bloch, pour bien comprendre la défaite française de 1940, il faut aussi, maintenant et sûrement, lire *La campagne de 1940*, qui vient de paraître, sous la direction de M<sup>me</sup> Christine Levisse-Touzé. Cet ouvrage est le fruit des actes d'un colloque qui a réuni, à la fin de l'année 2000, les plus grands spécialistes de cette période au musée de l'Armée.

En « *six semaines haletantes et tragiques* », la campagne de mai 1940, « *foudroyante et stupéfiante* », va entraîner une véritable commotion mentale de la Nation, nul n'a anticipé l'événement ; « *le monde est frappé de stupeur* » par la victoire allemande. Ce sont les rapports du monde avec la France qui sont bouleversés. De ce « *trauma* » va naître la France Libre – le refus – mais aussi Vichy, on voudra de chaque côté, à sa façon, effacer ce traumatisme :

« *plus jamais ça !* » Échec fondamental de la stratégie défensive et d'attente adoptée par le gouvernement français et par le haut-commandement et son chef, le général Gamelin, « *pour se mettre sur le pied de guerre* ». Échec de la mobilisation industrielle face à une Allemagne dont la montée en puissance sur tous les plans, est supérieure malgré le blocus des Britanniques et des Français. Enfin échec aussi d'une stratégie marquée « *par l'incertitude fondamentale, entre, d'une part, la priorité accordée à la sécurité du front du Nord-Est et, d'autre part, la volonté de lancer des opérations périphériques vers les Balkans, le Caucase et en Scandinavie* ».

C'est aussi et surtout l'échec pour ces dirigeants, valeureux anciens combattants de la Grande Guerre qui ne comprendront pas la réalité « *de ce qu'était la guerre allemande qui était de mener les divisions blindées et motorisées représentant 250 000 jeunes gens fanatisés et entraînés physiquement et moralement depuis 1933* », et dont les réflexes sont ceux de 1914-1918 – comme en 1917 on attend les Américains!!! – 10 mai 1940, la « *drôle de guerre disparaît derrière des chars ferrailant et des sirènes des Stukas* ». C'est deux armées différentes qui s'affrontent, l'une allemande qui progresse de 50 à 60 km par nuit, l'autre française qui se déplace au pas de ses hommes et de ses chevaux.

Tout est dit sur la « *surprise* » de Sedan et des Ardennes, de l'erreur de Gamelin d'envoyer la 7<sup>e</sup> armée – l'armée de réserve – en Hollande « *manœuvre Bréda* », de la doctrine à contresens d'emploi des blindés, de la « *montée* » du corps de cavalerie français en Belgique, dans la région de Hannut, où se déroulera la première bataille de chars de l'histoire moderne.

Tout est dit aussi des batailles de la Somme, où « *le rapport de forces* » est défavorable aux Français, surtout en blindés ; des Alpes où face aux Italiens et aux Allemands, l'armée française fera preuve d'une belle détermination, d'un moral élevé, avec ses soldats originaires de la région, commandés par des chefs charismatiques et énergiques « *Là où il y a une volonté il y a un chemin* ».

Dans les combats de juin 1940, les soldats français se reprennent : du 5 au 22 juin les pertes allemandes doublent.

Décrites aussi, la campagne de Norvège avec le débarquement de la fameuse 13<sup>e</sup> DBLE à Narvik et sa

victoire « *acquise malgré d'énormes déficiences* », l'évacuation du camp retranché de Dunkerque et l'opération « *Dynamo* » qui ravive les tensions qui existent entre les deux puissances alliées depuis Narvik, que les marins « *qui accepteront des responsabilités militaires et politiques dans le régime de Vichy, ne pourront oublier* ».

Plusieurs interventions concernent, le rôle de l'aviation paralysé par une désastreuse organisation du commandement, qui perdra « *la bataille du matériel* », les craintes bien exagérées du haut-commandement sur « *l'ennemi de l'intérieur et la peur du complot communiste* », ainsi que l'arrière du front et de ses fragilités « *dont les dirigeants manquent trop souvent de convictions, peut-être d'imagination, parfois de courage* ».

La campagne de France verra les premières exactions des armées allemandes contre des soldats coloniaux « *indigènes* », exécutés à l'issue des combats de juin 1940 notamment dans la région lyonnaise, prémices de la guerre raciale engendrée par le régime nazi et que mènera la *Wehrmacht* sur le front de l'Est.

« *Les militaires ont-ils failli en 1940 ?* » : J-L Crémieux-Brilhac souligne qu'à coup sûr le moral des soldats de 39-40 n'était pas celui des soldats de 14, mais « *Était-ce leur faute si leur pays était en retard d'une guerre ?* »

« *Voulait-on gagner la guerre sans la faire ?* » demande J.J. Becker ? Insouciance, incompétence, tout est dit, sur cette défaite des élites et de l'intelligence, de mai 1940, au prix de 90 000 morts « *combattants de l'honneur* » c'est la guerre des idées qui a été perdue et qui fut pour l'Allemagne une bien « *étrange victoire* ».

Il faut lire ce livre de près de 600 pages dense en exposés, de réflexions sur les causes profondes de ce désastre, d'analyses sur la stratégie militaire et politique suivie, fourmillant de détails sur les opérations militaires. •

**Jean Novosseloff**  
**Secrétaire général adjoint**  
**de « Mémoire et Espoirs de la Résistance »**

(1) Publié aux éditions du Seuil en 1990 et réédité en 2001 dans la collection « Points-Histoire » du même éditeur.

(2) Une « sensibilité au passé », selon Philippe Joutard.

# Mardi 15 janvier 2002 au Crédit municipal de Paris

## Signature de l'accord de partenariat entre la Fondation de la Résistance et le Crédit municipal de Paris

Le 15 janvier 2002, la Fondation de la Résistance et le Crédit municipal de Paris inauguraient leur partenariat lors de l'ouverture de l'exposition consacrée à « Résistance Fer »<sup>(1)</sup>, en présence de nombreuses personnalités du monde de la Résistance et du monde économique, parmi lesquelles, Lucie et Raymond Aubrac, M. Serge Ravel, conseiller du bureau de la Fondation de la Résistance et secrétaire général de l'Association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI), M<sup>me</sup> Jacqueline Pardon de l'Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance (ADIR), Paul Mingasson, secrétaire général de la SNCF...

Le Président Jean Mattéoli, soulignant que, pour la première fois de son histoire, la Fondation de la Résistance signait un accord de partenariat avec une des plus anciennes entreprises financières à caractère social, le Crédit municipal de Paris, dirigé par M. Luc Matray, directeur général, se félicitait du caractère concret de l'ouverture de la Fondation de la Résistance au monde actuel.

M. Serge Ravel fit part de sa profonde émotion devant cette exposition qui le replongeait 60 ans dans le passé. Il évoqua le projet de colloque « Valeurs de la Résistance, Valeurs d'Aujourd'hui », soutenu par le Crédit municipal de Paris.

M. François Archambault, secrétaire général de la Fondation de la Résistance et président de l'association « Mémoire et Espoirs de la Résistance », se faisant le porte-parole du dernier président de Résistance-Fer, M. André Frossard, qui, souffrant, n'avait pu être présent, nous apportait les indispensables commentaires liés à cette exposition.

L'exposition « Résistance Fer », témoignage marquant de l'association qui porte le nom du réseau



1 Le Président Jean Mattéoli et M. Luc Matray, directeur général du Crédit municipal de Paris, après la signature de l'accord de partenariat, devant des panneaux de l'exposition Résistance-Fer



2/3 Vues de l'assistance pendant les allocutions.

4 M. François Archambault, secrétaire général de la Fondation de la Résistance et président de l'association « Mémoire et Espoirs de la Résistance », au nom du dernier président de Résistance-Fer, M. André Frossard, apporte d'indispensables précisions sur l'exposition.



des Forces Françaises Combattantes, créé le 1<sup>er</sup> octobre 1943, a été réalisée par des chemins, des témoignages écrits et visuels datant, pour certains de l'époque même de la Résistance. Elle présente des pages importantes de notre histoire, écrites par ceux-là mêmes qui l'ont vécue.

Elle reflète à merveille la vitalité et la solidarité issues d'une résistance professionnelle et constituée, de par sa nature et sa réalisation, un document historique unique.

Organisés en trois parties, les 63 panneaux de l'exposition, présentent, successivement le contexte général, avec de bouleversants témoignages, des photographies de sabotages réalisés souvent au péril de la vie de ceux qui les prirent, et un final consacré à la déportation et aux camps de concentration. ●

(1) présentée du 16 janvier au 31 janvier 2002 dans la salle Arts et Patrimoine du Crédit municipal de Paris (16 rue des Blancs Manteaux 75004 Paris)

### Les nouveaux locaux de la Fondation de la Résistance

Depuis la fin du mois de janvier, nous avons quitté nos bureaux situés en l'Hôtel national des Invalides pour nous installer dans des locaux plus spacieux et plus fonctionnels au 30 boulevard des Invalides 75007 Paris. C'est donc en ces lieux que nous avons repris progressivement nos activités.

#### NOS NOUVELLES COORDONNÉES

● Vous pouvez maintenant nous contacter aux coordonnées suivantes:  
Fondation de la Résistance  
30 boulevard des Invalides  
75007 Paris  
Tél. : 01 47 05 73 69  
fax 01 53 59 95 85  
e-mail: fondresistance@club-internet.fr

Rappelons que la Fondation dispose également de locaux annexes au 16-18 place Duplex, 75015 Paris où sont hébergées les associations qui lui sont affiliées: l'association « Mémoire et Espoirs de la Résistance » (MER)

et l'Association pour des études sur la Résistance intérieure (AERI), dont les coordonnées restent inchangées.

#### VOS DIFFÉRENTS CORRESPONDANTS EN DIRECT

Quelques uns de nos numéros de téléphone ayant été modifiés à l'occasion de ce déménagement, nous avons pensé qu'un répertoire des coordonnées téléphoniques et des adresses électroniques de vos différents correspondants à la Fondation serait apprécié.

● **Directeur général:**  
Nicolas THEIS, Préfet  
Tél. : 01 47 05 19 11  
email: nicolastheis@club-internet.fr

● **Directeur historique:**  
Bruno LEROUX  
Tél. : 01 47 05 67 88  
email: bleroux-fondation@club-internet.fr

● **Attachée de direction:**  
Marie-Christine VIGNON  
Tél. : 01 47 05 73 69  
email: marielvignon@club-internet.fr

● **Documentaliste et responsable archives :**

Frantz MALASSIS  
Tél. : 01 47 05 67 87  
email: frantzmallasiss@club-internet.fr

● **Bibliothécaire:**  
Marie-Camille MAGDELAINÉ  
Tél. : 01 47 05 67 90  
email: bibliotheqfond@club-internet.fr

● **Responsable du site internet et des activités pédagogiques:**  
Cécile VAST  
Tél. : 01 47 05 67 89  
email: cvast-fondation@club-internet.fr

● **Chargé du mécénat:**  
Alexandre STUDENY  
Tél. : 01 45 66 62 72  
email: astudeny-fondation@club-internet.fr

#### ACCÈS À NOS BUREAUX

● Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 9h30 à 13h00 et de 14 heures à 18 heures.

● La bibliothèque est accessible uniquement sur rendez-vous (Tél. : 01 45 05 67 90).

● Si vous souhaitez nous rendre visite, voici quelques informations pratiques:

- RER Ligne C: station Invalides

- Métro Ligne 13: station Varenne ou Invalides

- Autobus :  
Ligne 87 (Porte de Reuilly - Champ de Mars)  
Ligne 82 (Luxembourg - Neuilly Hôpital Américain)  
Ligne 92 (Gare Montparnasse - Porte de Champerret)